

Raffinage et pétrochimie

L'année 2003 a été marquée par une nette amélioration des marges de raffinage, qui s'est poursuivie pendant les trois premiers trimestres 2004. Dans ce contexte, les résultats des sociétés pétrolières pour l'exercice 2003 sont apparus en hausse significative par rapport à 2002, et ceux du premier semestre 2004 confirment cette tendance. En ce qui concerne la pétrochimie, l'augmentation du coût des matières premières, la mise en production de nouvelles capacités ainsi qu'une forte compétition n'ont pas permis aux pétrochimistes d'améliorer leurs marges en 2003. Cet environnement difficile, aggravé par l'envolée des prix du pétrole brut, ne devrait pas permettre au secteur pétrochimique d'améliorer sa rentabilité avant le deuxième semestre 2005.

Contexte général

En 2003, la croissance de l'économie mondiale a été de 3,9 %, en augmentation de 0,9 point, confirmant ainsi la reprise amorcée en 2002. Pour 2004, le FMI table sur une croissance soutenue (5,0 %). Cependant, cette progression reste inégalement répartie et est principalement localisée aux États-Unis et dans les pays en voie de développement, notamment la Chine. L'activité économique américaine a été, entre autres, soutenue par le creusement du déficit budgétaire et la dépréciation du dollar. La zone euro, après avoir connu un très fort ralentissement en 2002 et 2003, n'a pas pu rattraper son retard de croissance par rapport aux États-Unis. Ces derniers devraient, en 2004, afficher un taux de croissance de 4,3 % contre 2,2 % pour l'Europe.

Tableau 1
Croissance en volume du PIB
(variations en %)

	2001	2002	2003	2004 (p)	2005 (p)
Monde	2,4	3,0	3,9	5,0	4,3
États-Unis	0,3	2,2	3,0	4,3	3,5
Union européenne	1,5	0,8	0,5	2,2	2,2
Chine	7,5	8,3	9,1	9,0	7,5

Source : FMI

(p) : prévision

Les perspectives mondiales pour 2005 continuent à être favorables (4,3 %). La croissance devrait néanmoins un peu ralentir aux États-Unis (3,5 %) et la zone euro maintenir sa progression (2,2 %) sans toutefois réussir à rejoindre les États-Unis. La Chine devrait continuer à afficher un taux de croissance élevé, de l'ordre de 7,5 %. Néanmoins, les incertitudes sur l'avenir de l'Irak, la capacité des pays producteurs à relever rapidement leur niveau de production ainsi que le maintien des prix du pétrole à des niveaux élevés sont autant d'éléments qui pourraient peser sur la croissance de l'économie mondiale.

Raffinage

Évolution de l'offre et de la demande pétrolière

Dans un contexte de reprise économique, la demande mondiale en produits pétroliers a fortement augmenté en 2003 (+ 1,8 Mb/j) et les estimations pour 2004, régulièrement revues à la hausse, devraient s'établir à 82,4 Mb/j en progression de 2,7 Mb/j par rapport à 2003. Une valeur élevée, qui est à comparer aux progressions de 0,6 et 0,7 Mb/j enregistrées en 2001 et 2002. Les États-Unis, l'Asie et notamment la Chine sont, compte tenu de leur taux de croissance économique, les principaux contributeurs et représentent environ les 2/3 de l'accroissement de la demande pétrolière mondiale. Ainsi, la Chine est devenue en 2004 le second consommateur mondial de brut.

La part de marché des pays de l'OPEP s'est stabilisée à environ 33,7 % en 2003, après 3 années consécutives de baisse. Au premier semestre 2004, elle a atteint 34 %, correspondant à une augmentation de la production de pétrole des pays de l'OPEP de 1,5 Mb/j par rapport à la même période en 2003.

Tableau 2
Demande, offre et variation des stocks pétroliers mondiaux
(en Mb/j)

	2001	2002	2003	2004 (p)	2005 (p)
Demande mondiale	77,3	77,9	79,7	82,4	83,9
Variation [n - (n-1)]	+ 0,7	+ 0,6	+ 1,8	+ 2,7	+ 1,5
Offre mondiale	77,2	76,9	79,6	—	—
Variation [n - (n-1)]	+ 0,3	- 0,3	+ 2,7	—	—
Variation des stocks	- 0,2	- 1,0	0,0	—	—

Source : Oil Market Report (AIE)

(p) : prévision

Confrontée à une demande pétrolière en forte progression, l'augmentation de la production de brut n'a pas été suffisante pour y faire face. Le niveau des stocks a donc diminué pour se rapprocher de son minimum opérationnel.

Raffinage et pétrochimie

En 2003, la capacité mondiale de raffinage a faiblement progressé de 0,4 Mb/j pour atteindre 83,7 Mb/j. Parallèlement, le taux d'utilisation de l'outil de raffinage a augmenté de 1,5 point par rapport à 2002 pour atteindre 92,7 % et devrait se maintenir à un niveau au moins aussi élevé en 2004, compte tenu du niveau soutenu de la demande.

Aux États-Unis notamment, l'utilisation des raffineries à des niveaux très proches de leur capacité maximum est encouragée par les prix élevés de l'essence et les tensions sur l'approvisionnement. Celles-ci sont en partie dues au grand nombre de « grades » à mettre sur le marché et aux contraintes renforcées sur la formulation (bannissement du MTBE). Cette situation devrait perdurer en raison de la difficulté que rencontrent les raffineurs à lever ces goulots d'étranglement.

Évolution des prix du pétrole brut et des produits pétroliers

Alors que les cours du brut s'étaient stabilisés dans une fourchette de 28 à 32 \$/b tout au long du second semestre de l'année 2003, ils ont atteint des valeurs sans précédent en 2004. Ainsi en octobre 2004, le prix du baril de WTI à New York a dépassé les 55 US\$/b et le prix du baril de Brent à Londres, le seuil de 50 US\$/b.

Évolution des marges de raffinage

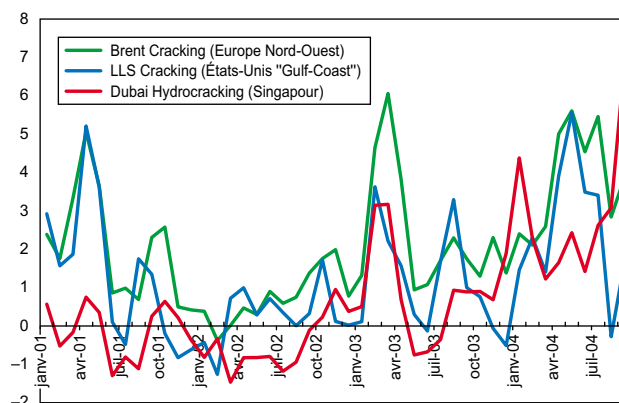
Après une année 2003 qui avait déjà vu une nette amélioration des marges de raffinage par rapport à 2002, le premier semestre de l'année 2004 a été caractérisé par des niveaux très élevés des marges de raffinage dans les différentes régions du monde. Les principaux facteurs de soutien aux marges sont :

- une forte demande en essence aux États-Unis supportée par une croissance économique forte et une capacité de raffinage limitée qui, de plus, doit s'adapter aux nouvelles spécifications sur les carburants ;

- une demande chinoise en carburants en forte croissance, la Chine absorbant désormais la totalité de sa production de raffinage et devenant importatrice d'essence.

Les marges ont ainsi atteint leur plus haut niveau en juin 2004, autour de 5,5 US\$/b aux États-Unis et en Europe, et de 5,0 US\$/b en février pour l'Asie.

Fig. 1 Évolution des marges de raffinage complexes (en US\$/b)



Source : Oil Market Report (AIE)

Fusions et résultats des sociétés

En 2003, le théâtre des opérations de fusions et acquisitions de sociétés qui s'était déplacé en Russie, où le potentiel de développement de production d'hydrocarbures est très important, semble désormais toucher les nouveaux opérateurs de l'Europe centrale. En effet, à la suite de l'annulation de la fusion Yukos-Sibneft, aux incertitudes sur le devenir de Yukos et à la situation en Russie, un net ralentissement des opérations a été enregistré dans ce pays. En 2004, les pays de l'Europe de l'Est ont repris le flambeau avec l'acquisition, par le pétrolier polonais PKN Orlen, de 63 % du groupe pétrolier et chimique tchèque Unipetrol. Ce marché n'est par pour autant stabilisé : PKN Orlen et MOL le Hongrois pourraient bien négocier leur fusion. D'autres compagnies sont encore à privatiser, à l'image du rachat de la compagnie nationale roumaine Petrom par le groupe autrichien OeMV.

Dans un contexte de nette amélioration des marges de raffinage en 2003, les résultats des secteurs raffinage-distribution des principales sociétés pétrolières ont fortement progressé par rapport à 2002, comme l'indique le tableau 4.

Les résultats du premier semestre 2004 restent toujours bien orientés pour les principales compagnies américaines et européennes, en raison notamment de la poursuite de l'amélioration des marges intervenue au cours de cette période.

Tableau 3 Marges de raffinage complexes (moyenne annuelle en US\$/b)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (p)**
Brent-cracking (Europe Nord-Ouest)	1,44	1,72	1,58	0,70	3,37	2,05	0,75	2,34	3,82
LLS* (cracking US "Gulf Coast")	0,07	0,48	0,50	-0,32	1,29	1,36	0,31	1,13	2,88
Dubai-Hydrocrack. (Singapour)	2,46	1,50	0,14	-0,66	0,89	-0,20	-0,56	0,81	2,54

* Louisiana Light Sulfur.

** Moyennes sur les 9 premiers mois de l'année.

Source : Oil Market Report (AIE)

Raffinage et pétrochimie

Tableau 4
Résultats nets des sociétés pour le secteur raffinage-distribution
(en millions de dollars)

	2002	2003	Variations
Total	678	1648	x 2,4
BP	2090	3687	x 1,8
ENI	304	659	x 2,2
Repsol-YPF	809	1350	x 1,7
Shell	1625	3145	x 1,9
Statoil	206	502	x 2,4
Chevron-Texaco	-367	1167	/
Conoco/Phillips	143	1272	x 8,9
ExxonMobil	1300	3516	x 2,7

Source : rapports annuels et BIP. Les chiffres publiés en euro ont été convertis en US\$ sur la base des cours moyens sur les périodes 2002 (1 € = 0,947 \$) et 2003 (1 € = 1,129 \$).

Dépenses mondiales de l'industrie du raffinage

En 2003, dans un contexte de remontée des marges, les investissements en raffinage ont modérément progressé de 2,4 % par rapport au niveau de 2002 et la capacité de raffinage mondiale ne s'est accrue que de 0,5 %. Ces dépenses ont été soutenues par la mise sur le marché d'innovations technologiques (catalyseurs plus efficaces, etc.), pour répondre aux évolutions de la qualité des produits, et laissant espérer des gains de productivité. Pour 2004, les prévisions montrent que les dépenses d'investissement ne devraient pas progresser, s'inscrivant encore dans la tendance des années passées. Cependant, face à la demande croissante en produits pétroliers, les surcapacités du raffinage ont fondu et les industriels pourraient de nouveau investir dans les années à venir grâce à la hausse des marges. Ainsi, plusieurs projets de nouvelles raffineries sont à l'étude au Viêt-Nam, au Canada, en Chine, au Mexique et même aux États-Unis.

Parallèlement, les dépenses en catalyseurs (environ 3,0 G\$) et en produits chimiques ont continué à progresser en 2003 (+ 6 %). L'ensemble de ces dépenses continue à être principalement destiné à l'amélioration de la qualité des produits et à leur mise en conformité aux futures normes, dont la baisse de la teneur en soufre constitue l'axe principal.

Les dépenses de maintenance, qui constituent une part importante des dépenses de l'industrie du raffinage, ont pour leur part continué de croître substantiellement (+ 3,2 %) en 2003. Elles témoignent de la nécessité, pour cette industrie, de renforcer la compétitivité et la fiabilité de son outil de production.

Tableau 5
Dépenses mondiales de l'industrie du raffinage (en G\$)

	2001	2002	2003	2004 (p)
Investissements	16,4	16,6	17,0	17,0
Maintenance*	17,0	17,7	18,5	19,1
Catalyseurs et produits chimiques	11,3	11,7	12,4	12,8
Total	44,7	46,0	47,9	48,9

* 40 % correspondent à des équipements et du matériel, le reste à de la main d'œuvre et des services.

Source : IFP d'après HPI Market Data

(p) : prévision

De même, les dépenses en maintenance, en catalyseurs et produits chimiques devraient connaître de belles progressions, respectivement + 4,5 % et + 6,0 %. L'obligation en Europe et aux États-Unis d'adapter les raffineries à la production de carburants répondant aux futures spécifications, de réduire les rejets des installations et d'augmenter leur rentabilité sont des facteurs qui devraient consolider cette évolution.

Enfin, la Commission européenne, au-delà de la réduction des teneurs en soufre à 10 ppm en 2009, doit rendre un rapport d'ici à la fin de l'année 2005 sur l'évolution éventuelle des réglementations en ce qui concerne les carburants (cétane, teneur en polyaromatiques, etc.), en fonction des objectifs définis en matière de qualité de l'air.

Carburants et normes

L'élimination du soufre des carburants reste l'objectif principal à atteindre dans les prochaines années. En Europe, les directives 98/70/CE, concernant la qualité des carburants, et 1999/32/CE, pour les fiouls lourds et domestiques, n'ont pas subi de modification majeure en 2004.

Les fiouls lourds à usage maritime sont régis par l'annexe VI de la convention MARPOL (convention internationale pour la prévention de la pollution des navires). Elle impose, à partir du 20 mai 2005, que la teneur en soufre des fiouls lourds ne dépasse pas 4,5 % en masse et que dans les zones SECA (SOx Emission Control Areas) c'est-à-dire la mer Baltique, la mer du Nord et la Manche, cette teneur n'excède pas 1,5 %.

L'utilisation de fiouls lourds (FOL) à usage terrestre est régie par la directive 1999/32/CE relative à la limitation des émissions de polluants. Elle fixe, depuis le 1^{er} janvier 2003, à 1 % en masse la teneur maximale en soufre des FOL utilisables dans les grandes installations de combustion, à l'exception des raffineries. Pour celles-ci, elle prévoit des valeurs limites d'émission moyenne en bulle, notamment pour le SO₂. Pour les raffineries existantes, ces valeurs s'établissent à 1700 mg de SO₂/Nm³ de fumées, puis à partir du 1^{er} janvier 2008, leurs émissions seront limitées à 1000 mg SO₂/Nm³. Cette directive ne contraint pas le raffineur à modifier ses installations car il lui sera possible, soit de brûler du FOL ayant une teneur en soufre supérieure à 1 % s'il dispose d'un système de désulfuration des fumées, soit d'utiliser un mélange de gaz naturel et de FOL à haute teneur en soufre. Cependant à moyen terme, les niveaux de soufre pour les installations de puissance supérieure à 400 MW (centrales électriques) sont prévus à 200 mg/Nm³ contre 400 mg/Nm³. Cela pose à terme la question de la disponibilité sur le marché européen du fioul lourd ayant une teneur en soufre inférieure à 0,5 %, voire 0,3 % en masse.

Raffinage et pétrochimie

Tableau 6
Qualité des produits en Europe

Essence	1998	Janv. 00	Janv. 03	Janv. 05	Janv. 09
Soufre (max.)	500 ppm	150 ppm	–	50 ppm*	10 ppm
Benzène (% vol.)	5% max.	1 % max.	–	1 % max.	**
Aromatiques (% vol.)	–	42 % max.	–	35 % max.	**
Oléfines (% vol.)	–	18 % max.	–	18 % max.	**
Oxygène (% m)	2,5-3,7 max.	2,7 max.	–	–	–

Diesel	1998	Janv. 00	Janv. 03	Janv. 05	Janv. 09
Soufre (max.)	500 ppm	350 ppm	–	50 ppm*	10 ppm
Cétane (min.)	49	51	–	51	**
Polyaromatiques	–	11 % max.	–	11 % max.	**
Densité (max.)	860	845	–	845	**

Fioul Domestique	1998	Janv. 00	Janv. 03	Janv. 05	Janv. 08
Soufre (max.)	0,2 %	–	–	–	0,1 %

Fioul lourd industriel	1998	Janv. 00	Janv. 03	Janv. 05	Janv. 08
Soufre (max.)	–	–	1 %	–	–

* les carburants à 10 ppm de soufre devront être commercialement disponibles.

** la Commission pourrait proposer de nouvelles valeurs avant 2006.

Aux États-Unis, le programme de suppression du MTBE (méthyl tertio butyl éther) se poursuit et la teneur en soufre des carburants devrait être, quant à elle, ramenée à 30 ppm en moyenne pour l'essence et à 15 ppm pour le diesel d'ici à 2006.

Face à la double nécessité de réduire les rejets de gaz à effet de serre dans le domaine des transports, notamment de CO₂, et d'augmenter l'indépendance énergétique vis-à-vis du pétrole, les biocarburants présentent de sérieux atouts qui devraient favoriser leur essor.

Ainsi en Europe, la directive 2003/30/CE fixe des objectifs croissants et indicatifs de consommation de biocarburants dans le domaine des transports : au minimum 2 % en 2005 et 5,75 % en 2010 (pourcentage mesuré en énergie). D'autre part, la directive sur la fiscalité autorise les États membres à accorder une exonération partielle ou totale des droits d'accises sur les carburants.

Les principaux biocarburants utilisés industriellement sont :

- les esters méthyliques d'huiles végétales (EMHV), notamment de colza en Europe, incorporables au gazole ;
- l'éthanol utilisé sous forme d'ETBE (éthyl tertio butyl éther) en Europe ou incorporé directement au pool essence au Brésil et aux États-Unis.

D'autre part, des nouvelles filières pour produire notamment des gazoles issus de la synthèse Fischer-Tropsch à partir de la biomasse (BTL) sont en cours de développement.

Pétrochimie

Évolution générale

Le renversement de tendance, tant attendu depuis quatre années de crise, n'est pas encore intervenu en 2003. En effet, les activités de pétrochimie et de chimie lourde des principaux acteurs du domaine ont dégagé, en 2003, un retour sur actifs globaux de 2,6 % contre 4,1 % en 2001, maintenant ainsi cette industrie en bas de cycle. Les branches chimie des compagnies pétrolières ont mieux résisté et ont dégagé en 2003 un retour sur actifs de 3,7 % et de 4,2 % en 2002, mais restent aussi en bas d'un cycle qui semble perdurer comme le montre la figure 2.

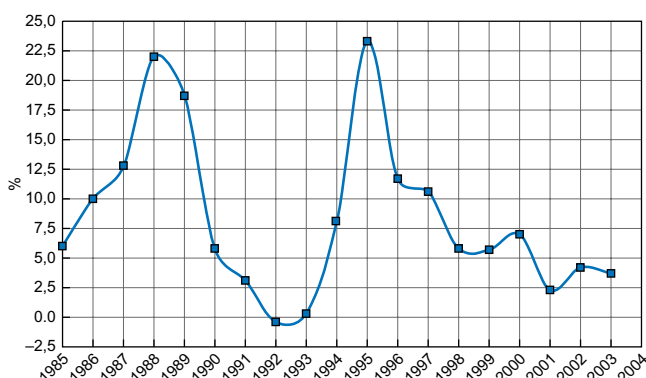
En 2003, l'industrie pétrochimique a souffert d'un environnement économique défavorable. En particulier, elle a été pénalisée par l'augmentation du coût de ses matières premières, notamment du naphta et du combustible nécessaires à son activité.

Parallèlement, la demande sur les principaux produits qui a connu une certaine croissance n'a pas été suffisante pour absorber la mise en production de nouvelles capacités. Dans

Raffinage et pétrochimie

des conditions de forte compétition, il a alors été difficile aux pétrochimistes de répercuter suffisamment cette hausse sur leurs prix de vente, ce qui a conduit à une érosion des marges.

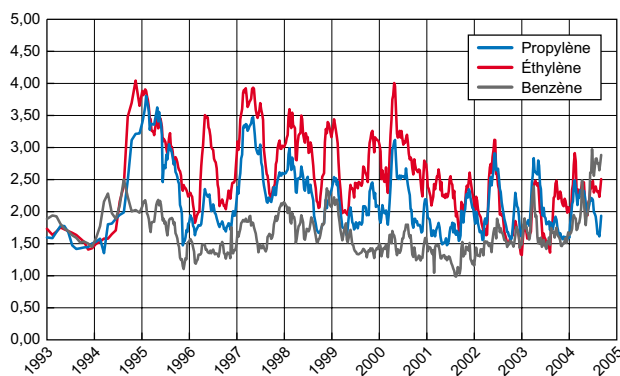
Fig. 2 Évolution du retour sur actifs (%) des secteurs pétrochimiques des principales sociétés pétrolières



Source : Petroleum Economist

Pour 2004, la situation à la fin du premier semestre ne semble pas plus enviable. En effet, la pétrochimie a été touchée de plein fouet par l'envolée des cours du brut. Les cours du naphta, matière première de la pétrochimie, ont atteint 430 US\$/t, contre moins de 300 US\$/t au début de 2004 sur le marché NWE. Seuls le retour à des cours du pétrole plus bas ou une demande soutenue en produits pourraient permettre une amélioration de la situation des pétrochimistes européens.

Fig. 3 Évolution des prix spot par rapport à celui du naphta (Europe du Nord-Ouest)



Source : European Chemical News

La pétrochimie européenne traverse une période d'autant plus difficile que, parallèlement au renchérissement des coûts de matière première et du combustible, elle doit faire face à la concurrence d'importations d'éthylène en provenance du Moyen-Orient dont les prix sont très compétitifs, car l'éthylène est produit par des vapocraqueurs de grande taille utilisant de l'éthane bon marché.

Dans ces conditions, la sortie du bas de cycle du secteur pétrochimique ne devrait pas être au rendez-vous avant le deuxième semestre 2005, en supposant une baisse significative du prix du brut, et donc du naphta.

Résultats des sociétés

Dans ce contexte, les sociétés pétrochimiques ont majoritairement connu une chute ou une quasi-stagnation de leur résultat net en 2003. La seule exception notable est celle d'ExxonMobil qui a augmenté son résultat net de +72 % par rapport à 2002. Ce bon résultat serait dû à sa position dominante sur le marché des oléfines et du paraxylène, en forte croissance, et à la bonne intégration entre les sites pétrochimiques et les raffineries du groupe (plus de 90 % des sites).

Compte tenu de la faiblesse des marges, les sociétés pétrochimiques, notamment européennes, sont amenées à différer leurs projets d'investissements. On note également une activité importante en matière de restructuration des actifs. Ainsi, l'Europe ne détient plus que 21 % des capacités mondiales de production dans la pétrochimie contre 30 % en 1990, et cette tendance devrait perdurer sur la période 2004-2010.

Tableau 7
Résultats nets des sociétés pétrochimiques (en M\$)

	2002	2003	Variations
Total	422	287	-32 %
Chevron-Texaco*	86	69	-20 %
ExxonMobil	830	1432	+72 %
Shell	565	-209	-137 %
BP	515	568	+10 %

* Chevron-Texaco a formé une joint-venture avec Conoco-Phillips pour les activités chimiques.

Source : rapports annuels

Dépenses mondiales de l'industrie pétrochimique

Les investissements ont diminué en 2003, après deux années successives de stabilisation. Cette situation est la conséquence des mauvais résultats financiers des années précédentes, et d'un contexte économique qui demeure peu propice aux nouveaux projets. Les investissements sont principalement localisés au Moyen-Orient et en Chine où trois complexes (Nankin, Shangai et Huizhou), totalisant 2,4 Mt de capacité de production d'éthylène, devraient démarrer en 2005-2006.

Seules les dépenses pour maintenance continuent de progresser régulièrement, principalement en raison de la nécessité d'accroître la fiabilité, la flexibilité et la profitabilité des unités existantes.

Face à une concurrence accrue de produits du Moyen-Orient et de l'Asie, notamment de la Chine, l'industrie pétrochimique

Raffinage et pétrochimie

européenne devra abaisser ses coûts fixes (en augmentant la taille moyenne de ses unités de production) et s'intégrer au maximum avec le raffinage. Sans cela, les investissements pétrochimiques continueront à se porter sur ces 2 zones qui bénéficient à la fois de taux de croissance élevés, de réglementations moins contraignantes et de la présence de plus en plus forte des industries clientes de la pétrochimie.

Tableau 8
Dépenses mondiales de l'industrie de la pétrochimie (en G\$)

	2001	2002	2003	2004 (p)
Investissements	15,3	15,3	14,9	14,9
Maintenance*	20,3	21,1	22,0	22,7
Catalyseurs et produits chimiques	21,3	21,6	21,9	21,8
Total	56,9	58,0	58,8	59,4

* 40 % correspondent à des équipements et du matériel, le reste à de la main d'œuvre et des services.

Source : IFP d'après HPI Market Data

(p) : prévision

Face à ces difficultés et défis, la pétrochimie européenne semble être entrée dans une phase de grandes manœuvres comme l'attestent les différentes opérations annoncées au cours du premier semestre 2004.

Total a ouvert le feu en dévoilant un plan dans lequel la compagnie vise à se séparer d'un tiers de sa chimie, en créant une nouvelle entité regroupant les dérivés chimiques chlorés, les intermédiaires et les produits de performances. Cette nouvelle entité, dénommée Arkema, pourrait ensuite forger des alliances ou fusionner avec d'autres acteurs européens.

Puis BP a pris le relais en annonçant vouloir se séparer de la moitié de sa pétrochimie en vendant les actifs des secteurs oléfines et dérivés d'ici la fin 2005. Les activités visées, représentant 13 G€ de capital, ont été jugées insuffisamment rentables.

Plus tard, ce sont Shell et BASF qui ont annoncé vouloir se désengager de leur filiale BASELL à 50/50, le numéro un européen des polyoléfines, et dont le chiffre d'affaires a été de 6 M€ en 2003.

De même, en ce qui concerne l'autre grand acteur des polyoléfines, Boréal, deux de ses actionnaires Statoil (50 %) et OMV (25 %) ont déclaré qu'ils étudiaient l'opportunité de se désengager de leur activité pétrochimique.

Compte tenu du contexte économique et de son évolution, cette vague de restructuration n'est peut-être pas encore terminée et pourrait bénéficier aux compagnies du Moyen-

Orient telles que la SABIC, qui rachetait DSM il y a deux ans, ou bien la PIC de l'Émirat d'Abu Dhabi qui détient déjà 25 % de Boréal.

Conclusion

Dans un contexte de croissance économique confirmée mais toujours inégalement répartie, la demande mondiale en produits pétroliers a fortement augmenté en 2003 (+2,3 %). Pour 2004, cette hausse devrait être encore plus soutenue et s'établir à +3,4 %, tandis qu'en 2005, les prévisions la situent à seulement +1,8 % du fait des prix très élevés du baril de pétrole brut.

L'année 2003 avait vu une nette amélioration des marges de raffinage. Celle-ci devrait s'être poursuivie pour l'année 2004 comme l'indiquent les résultats du premier semestre en dépit des prix élevés du pétrole brut, grâce notamment à l'augmentation des prix des produits pétroliers. Dans ce contexte, les résultats des sociétés pétrolières pour l'exercice 2003 sont apparus en hausse significative par rapport à 2002, et ceux du premier semestre 2004 confirment cette tendance.

L'amélioration des marges de raffinage en 2003 a donné aux opérateurs davantage de flexibilité dans leurs décisions d'engager des investissements, qui ont progressé de 2,4 % par rapport à 2002. Les prévisions pour 2004 ne confirment pas cette progression et le volume des investissements devrait à nouveau se stabiliser. En revanche, les dépenses de catalyseurs et de maintenance ont poursuivi leur croissance afin d'améliorer la qualité des produits pétroliers, ainsi que leur mise en conformité aux futures normes, dont la baisse de la teneur en soufre constitue la principale préoccupation. Ces dépenses devraient ainsi continuer à augmenter en 2004.

Quant à l'industrie pétrochimique, les retours sur actifs des principales sociétés pétrolières sont restés à un niveau bas du cycle en 2003. L'augmentation du coût des matières premières, la mise en production de nouvelles capacités ainsi qu'une forte compétition n'ont pas permis aux pétrochimistes d'améliorer leurs marges en 2003. Cet environnement difficile, aggravé par l'envolée des prix du pétrole brut, s'est poursuivi au premier semestre 2004 et aucune embellie n'est prévue avant le deuxième semestre 2005.

Eric Benazzi
eric.benazzi@axens.net

Fabio Alario
fabio.alario@ifp.fr

Manuscrit définitif remis le 29 novembre 2004



IFP - Diffusion des Connaissances

IFP (Siège social)

1 et 4, avenue de Bois-Préau - 92852 Rueil-Malmaison Cedex - France
Tél. : +33 1 47 52 59 18 - Fax : +33 1 47 52 53 04

IFP-Lyon

BP 3 - 69390 Vernaison - France
Tél. : +33 4 78 02 20 20 - Fax : +33 4 78 02 20 15